REPUBLIQUE DU SENEGAL

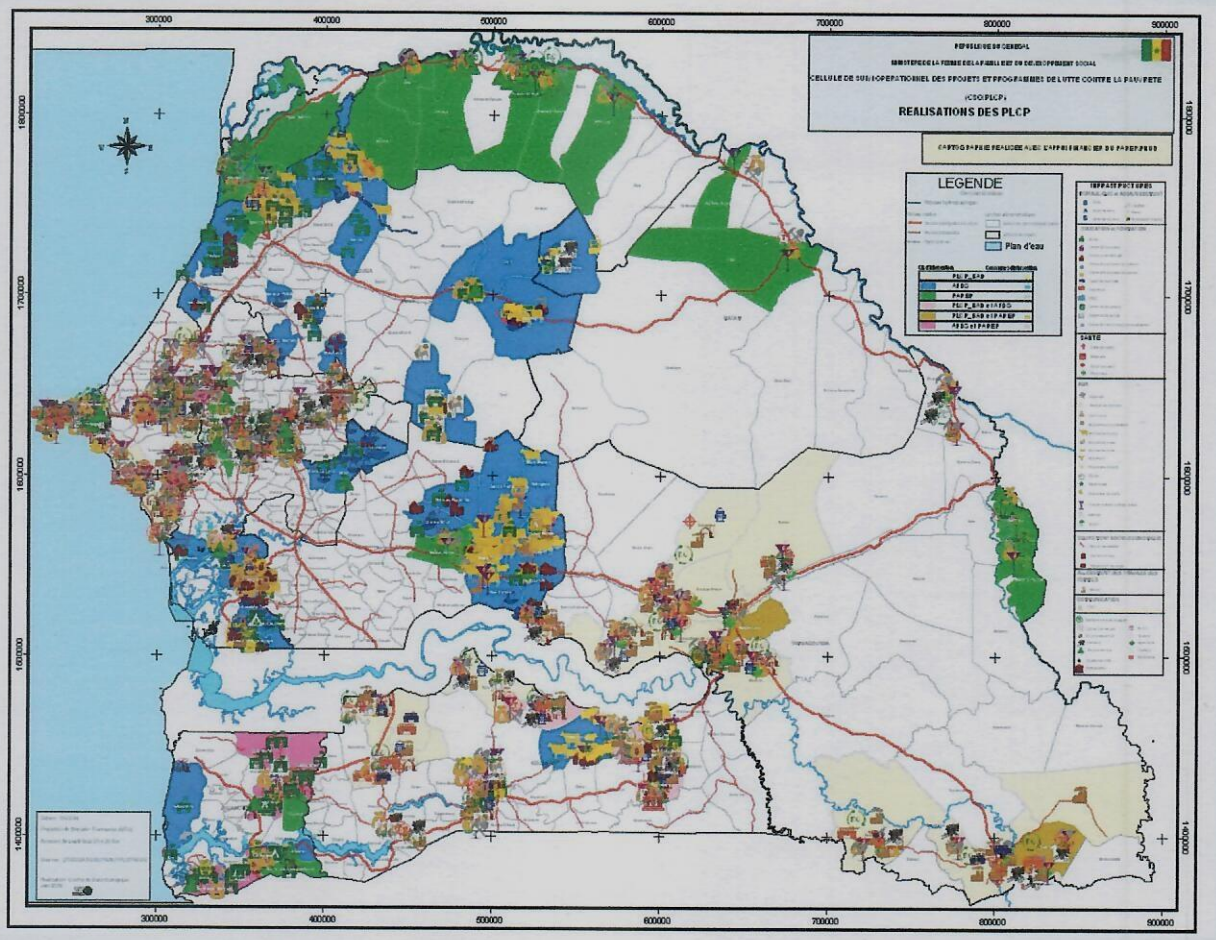
Un Peuple – Un But – Une Foi

---------☆---------

MINISTERE DE LA FAMLLE, DE LA SECURITE ALIMENTAIRE, DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ, DE LA MICRO FINANCE ET DE LA PETITE ENFANCE

---------☆---------

Contribution à la réalisation des OMD



Introduction

Depuis 1990, une série de conférences et de sommets mondiaux a eu lieu sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies dans le but d'établir un programme de développement comportant des objectifs quantitatifs, des cibles et des indicateurs chiffrés.

En septembre 2000, 1es Chefs d'État et de Gouvernement de 191 pays ont adopté la Déclaration du Millénaire. La Déclaration se concentre sur les préoccupations que suscitent la paix, la sécurité et le développement, y compris dans des domaines tels que l'environnement, les droits de l'homme et la bonne gestion des affaires publiques. Elle souligne également les besoins propres à l'Afrique.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) issus de cette Déclaration sont centrés sur huit (8) objectifs principaux :

i. Eliminer la pauvreté et la faim ;
ii. Réaliser l'éducation primaire universelle ;
iii. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;
iv. Réduire la mortalité infantile ;
v. Améliorer la santé maternelle ;
vi. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ;
vii. Assurer un environnement viable ;
viii. Créer un partenariat mondial pour le développement.

Chacun de ces objectifs est assorti de cibles chiffrées qui doivent être atteintes dans un délai de 25 ans (1990-2015) et d'indicateurs pour mesurer les progrès accomplis dans chaque domaine.

Le 25 septembre 2008, une réunion de haut niveau sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) s'est tenue au Siège des Nations Unies sur l'initiative du le Secrétaire général de l'ONU Unies et le Président de l'Assemblée générale, afin de renouveler leurs engagements pour atteindre les OMD d'ici 2015, mettre en œuvre des plans d'action concrets et prendre des mesures pratiques. Cette réunion a été le prétexte pour examiner les progrès accomplis, identifier les lacunes et s'engager à prendre des mesures concrètes et trouver les ressources et mécanismes nécessaires pour les combler.

Dernièrement du 29 novembre au 2 décembre 2008 s'est tenue à Doha, au Qatar, la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement.
Ces deux rencontres ont été l'occasion pour les chefs d'État et de gouvernement, ministres et représentants des États Membres de renouveler leur engagement en

faveur d'un partenariat mondial renforcé, basé sur le partage des responsabilités et la détermination à mobiliser des ressources.

En perspective de la rencontre du 20 au 22 Septembre 2010 et conformément à la lettre N° 4731 du 19 Mai 2010 de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, le présent document reflète la contribution du Ministère de la Famille, de la Sécurité Alimentaire, de L'Entreprenariat Féminin, de la Micro Finance et de la Petite Enfance, à l'atteinte des OMD 1 et 3 qui relèvent principalement de ses missions et dans un second ordre, ses apports à la réalisation des OMD 2, 4, 5, 6, 7 et 8.

I. Etat des contributions du Ministère de la Famille, de la Sécurité Alimentaire, de l'Entreprenariat Féminin, de la Micro Finance et de la Petite Enfance à l'atteinte des OMD (1 et 3) le concernant directement

OMD	Réalisations du Ministère	Difficultés et Contraintes rencontrées	Perspectives d'ici 2015	Recommandations pour l'accélération de la progression vers l'OMD
OBJECTIF 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Pour la lutte contre l'extrême pauvreté et la faim, les services du Ministère ont développé des actions d'envergure et mobilisé des ressources, sous formes de Filets de sécurité et outils de gestion de la vulnérabilité. A cet effet plus de 25 Milliards ont été investis entre 2002 et 2010, dans l'accès aux infrastructures et services sociaux de base, la micro finance et les AGR, le renforcement de capacités des cibles, l'amélioration de la protection sociale et le suivi évaluation. Par des mesures spécifiques internes, le Ministère a contribué à l'atteinte de l 'OMD 1 et dans ce cadre :	- Disponibilité et accessibilité aux structures d'appui conseil ; - Faiblesse du niveau de protection sociale ; - Faiblesse des allocations destinées à la lutte contre la pauvreté ; - Lenteurs dans la mise à disposition des ressources ; - Insuffisance des structures d'accueil et de conseil ;	**Pour les personnes déplacées et rapatriées :** - favoriser leur réinsertion, leur réintégration et leur permettre de bénéficier des opportunités de création de richesses, de renforcement des capacités et d'accès aux services sociaux de base ; - Améliorer la sécurisation et la reconstruction des	**Pour les personnes handicapées :** - améliorer la situation économique et sociale et lutter contre les préjugés sociaux. **Pour les personnes âgées (ou aînés) :** - Mener des actions en faveur de leur épanouissement, améliorer leur prise en charge et leurs conditions de vie ; - Assurer à celles d'entre elles qui le souhaitent les conditions adéquates pour continuer à mener une activité professionnelle

	• **458 000 000 FCFA** ont été mobilisés pour appuyer les personnes handicapées à travers des activités de réinsertion à base communautaire ; • **100 000 000 FCFA** pour les personnes du 3ème âge, **50 000 000 FCFA** pour la prise en charge des enfants de la rue ; • Pour combattre les pires formes de travail des enfants, **219 000 000 FCFA** ont été mobilisés pour atteindre **520 familles** qui ont bénéficié d ' AGR grâce au crédit revolving sans intérêt ; **4 429 enfants** sont pris en charge pour les mettre à l'abri des pires formes de travail ; **2599 enfants** sont tirés de la mendicité par le parrainage ; **300 talibés** sont retournés dans leurs villages d ' origine avec leurs maîtres coraniques ; **1500** sont protégés des abus et exploitation sexuels et **30 jeunes filles** tirées du travail domestique précoce **; 60 jeunes**	- Insuffisance de ressources ; - Indisponibilité de données ; - Absence de code de l'enfant.	zones de départ des personnes déplacées pour encourager leur retour dans leurs lieux de résidence habituels. - Pour le PLCTPFTE, étendre les activités sur l'étendue du territoire	- Aider à la mise en place généralisée de possibilité d'accès à des systèmes de protection sociale adéquat. **Pour les enfants et jeunes en situation de vulnérabilité :** - Veiller à l'élimination des pires formes de travail et renforcer leur protection contre toutes formes d'exploitation, d'abus et de violence. **Renforcer la sécurité alimentaire :** - Renforcer les initiatives comme la GOANA en accordant plus d'attention à la participation des femmes (accès à la terre, aux facteurs de production et aux intrants agricoles) - Renforcer l'accès aux matériels d'allégement

	filles tirées du travail domestique précoce bénéficient de formation qualifiante. • Le Fonds de Solidarité a pu contribuer à hauteur de **650 000 000 FCFA** aux soutiens de personnes en situation de pauvreté. Au titre des transferts directs aux ménages **150 000 000 FCFA** ont été alloué à des familles en situation d'extrême pauvreté. Dans le prolongement de ces acquis, d'autres projets ont été mis en œuvre entre 2000 et 2007 et ont eu à mobiliser d'importantes ressources pour lutter contre l'extrême pauvreté et la faim. Il s'agit de : - L ' Agence du Fonds de Développement Social a pu toucher **15 246 femmes** sur un total de **24 200** qui ont bénéficié d'un montant global de financement de **1 957 298 920 FCFA** avec l ' appui de la Banque mondiale. - Le Projet de Lutte contre la			des travaux de femme en vue de maximiser sa participation a la lutte contre faim et l'extrême pauvreté - Mettre en place des méthodes de gestion et de suivi évaluation performantes afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience des programmes, des composantes activités qui seront mis en place. - Renforcement des allocations budgétaires destinées à la lutte contre la pauvreté et la protection sociale ; - Expérimenter les mécanismes de Cash Transfert qui ont permis d'atteindre des résultats très satisfaisants dans certaines régions du monde ; - Augmentation de

	Pauvreté financé par la BAD a touché **75 236** personnes **dont 60 000 femmes** avec un montant total de financement de **2 886 576 649 FCFA ; 40 cases foyer** ont été aussi construites et mis à la disposition des femmes. - Le PAREP a contribué pour un montant total de **661 000 000 FCFA** avec comme réalisation **376 équipements post récoltes** (moulin, décortiqueuses, batteuses) ; **10 parcs à vaccination ; 18 halls de marché ; 58 magasins de stockage et 01 marché.** • Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire a eu à mobilier **380 000 000 FCFA** en terme de ressources financières et **10 500 000 000 FCFA** en 2008 pour le renforcement de la sécurité alimentaire ; • La Croix rouge et d'autres ONG ont eu à bénéficier de **150 000 0000 FCFA** affectées directement à l'achat de denrées			ressources destinées à la reconstitution de stocks de sécurité alimentaire ; - Mise en place d'un stock de sécurité et d'urgence (25000 T) et d'un stock d'assistance en vivres (8000 T) - Financement du système protection par des prélèvements fiscaux spécifiques (l'impôt) ;

	alimentaires sont estimées à **520 000 000 FCFA**			

OMD	Réalisations du Ministère	Difficultés et Contraintes rencontrées	Perspectives d'ici 2015	Recommandations pour l'accélération de la progression vers l'OMD
OBJECTIF 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	**<u>Promotion de l ' équité et l ' égalité entre les sexes.</u>** - Elaboration, validation et promotion de la Stratégie Nationale pour l ' Equité et l'égalité de Genre grâce au concours des partenaires pour un montant de 37 millions de francs et de l ' Etat pour un montant de **147 millions** ; - Promotion de l'équité et l'égalité de genre à travers des activités de sensibilisation, plaidoyer, formation et lutte contre les violences avec un financement des partenaires de **602, 9 millions de FCFA** mobilisés pour la période **2002-2008** par l ' Etat et ses partenaires ; Les activités réalisées ont permis de	- Faible pouvoir de décision des femmes, lié à la forte prégnance des pesanteurs socioculturelles; - Méconnaissance par les femmes et les hommes des dispositions relatives aux Droits de la femme; - Existence de certaines dispositions législative s et réglementaires non conformes à la Convention pour l'Elimination de toutes Formes de Discrimination à	En l'état actuel, parler d'atteinte de cet objectif en 2015 reste encore un défi majeur. C'est pourquoi, il est envisagé : - - d'accélérer, dès 2009, la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l ' Equité et l ' Egalité de Genre (SNEEG) qui nécessite des financements importants ; - de mobiliser tous les acteurs publics et privés pour l'effectivité de l'équité et l'égalité de genre au Sénégal ;	• Mobiliser le financement nécessaire à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour l ' Equité et l'Egalité de Genre • Appuyer l'institutionnalisation de l'intégration transversale du genre dans toutes les institutions ; • Accélérer la révision et l'harmonisation des textes juridiques nationaux avec les Conventions internationales ; • Adopter des mesures favorables à l'égalité d'accès

	sensibiliser et former les Directeurs de Cabinet et Nationaux, les Conseillers Techniques, les Parlementaires, les Elus Locaux, les Syndicats, les leaders religieux, les communicateurs traditionnels, les journalistes, les responsables d'organisations de femme. Au total, toutes les régions ont été touchées. - Appropriation de la SNEEG et de son plan de mise en œuvre par les parties prenantes (625 personnes touchées dont 455 femmes et 170 hommes) - Conception d'un système de suivi, en vue de faciliter la concertation et la coordination entre les parties prenantes à la mise en œuvre de la SNEEG - Formation de 1400 acteurs dont 650 femmes et 753	l'égard des Femmes (CEDEF) et au protocole de la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (PCADHPDFA) - Insuffisance de données différenciées selon les sexes. - Insuffisance de la prise en compte du genre dans les politiques, programmes et projets de développement. - Lenteur dans le processus de nomination de la présidente de l'Observatoire - Méconnaissance	- Développer un plaidoyer pour la mobilisation des fonds nécessaires à la mise en œuvre de la SNEEG. - Mobiliser tous les acteurs publics et privés pour l'effectivité des droits de la femme et de l'égalité de genre - Mettre en place un système d'information sur la situation des femmes (collecte de données, site web) - Mettre en place des antennes départementales de l'Observatoire - Contribuer au respect des engagements et	des femmes et des hommes aux instances de décision ; • Soutenir les programmes de collectes de données différenciées selon les sexes ; • Mettre à la disposition des mécanismes de soutien à la promotion de la femme des moyens permettant de toucher l'ensemble du territoire (CENAF, CEDAF, Observatoire de la femme, Directions du Ministère). • Soutenir le financement des activités de promotion des

	hommes en vue d'une intégration du genre dans leurs interventions - Adoption de la loi sur la parité pour corriger les disparités sexo spécifiques dans le domaine politique - Renforcement de la présence des femmes dans les sphères de prise de décision Assemblée Nationale : 36/150 soit 24,6% SENAT : 40/100 soit 40% CES : 53/120 soit 44% Mairies 11/150 soit 7% Gouvernement 2009 : 8/32 Magistrature : 11% Diplomatie : 6/48 ; 03consul Administration territoriale : 08 dont 02 adjoints au gouverneur, 01 préfet, 05 adjoints au préfet - Création et opérationnalisation de l'Observatoire National des Droits de la femme	par les femmes et les hommes des dispositions relatives aux droits de la femme - A ce jour 4559 communautés sur 5000 identifiées ont abandonné la pratique de l'excision des jeunes filles soit plus 91.18%	conventions internationales pris par le Sénégal, par des missions de veille, d'information, de conseil, d'alerte, d'interpellation, de contrôle, de sensibilisation et de plaidoyer. - Abandon total de l'excision	droits de la femme et de suivi évaluation • Favoriser le développement de moyens permettant aux femmes d'acquérir un niveau optimal d'indépendance économique et social • Veiller à l'harmonisation des textes internationaux et régionaux favorables à l'équité et à l'égalité de genre avec les textes nationaux • Constituer des banques de données différenciées selon le sexe • Mener des enquêtes

	- Ouverture des corps militaires et paramilitaires aux femmes Forces armées : 56 femmes en santé militaire Eaux et Forêts : 14 femmes Service d'hygiène : 02 femmes Gendarmerie : 50 femmes Douanes : 02 femmes Administration pénitentiaire : 158 femmes Police : 123 femmes Parcs nationaux : 07 femmes			budgétant pour la valorisation du travail non rémunérer des femmes • Intégrer le genre dans tout budget national ou local
	<u>Autonomisation des femmes</u> • Equipements d'allègement 1444 moulins • Le Fonds National de Crédit pour les Femmes qui a démarré ses activités depuis 2002, contribue à l'amélioration de l'accès effectif des femmes au crédit et à des services de renforcement de capacité. Au total, **3 721 213 289 FCFA** ont été mis à la disposition	- Faible pouvoir économique des femmes ; - Faible capacité technique des femmes ; - Faible accès des femmes à l'information économique, commerciale et financière ; - Faible taux de	Ressources et résultats planifiés pour accroître le niveau de contribution aux OMD d'ici 2015 : - Pour le Fonds National de Crédit femme 33,6 milliards pour toucher 112 000 femmes ; - Pour le Fonds National pour la	• Renforcer la dotation en matière d'allègement des travaux domestiques des femmes pour améliorer leur disponibilité à exploiter des opportunités économique; • Assurer la mobilisation des

	des **83 228 femmes de 2002 à 2008** réparties dans l'ensemble des régions. • Le Fonds National pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin créé en 2003 a pu toucher **1942 femmes** avec un volume de financement de **2 450 691 728 FCFA.** Pour l'année 2009 : 109 projets ont été financés pour un montant de 1,2 milliards de francs. Mise en œuvre de l'opération taxis sisters qui a permis la formation de 10 jeunes filles au métier de chauffeur et leur insertion • Le Fonds d'Impulsion à la Micro finance créé en 2005 a touché **5199 femmes** avec un financement total de **1 134 950 000 FCFA** hors mis les appuis financiers et institutionnels accordé aux Institutions de Micro Finance.	pénétration des femmes par les IMF; - Persistance du poids des travaux domestiques. - Faiblesse des ressources allouées par l'Etat - Absence de financements extérieurs - Non mobilisation des ressources allouées	Promotion de l ' Entreprenariat Féminin un montant de 26,9 milliards qui devraient permettre de financer 3 016 projets et créer 68 490 emplois et former 6 032 femmes ; - territoire national conformément à l'action prioritaire 426 du DSRP II et allouer au projet des ressources conséquentes ; - Pour la Direction de l'Entreprenariat féminin il est envisagé de mobiliser 11,089 milliards pour encadrer 4464 femmes pour le développement de leurs activités	ressources programmées pour les différents fonds de crédit destinés à soutenir la promotion économique des femmes (FIMF-FNPEF-FNCF) • Accroître considérablement les ressources destinées aux différents fonds de crédit destinés à soutenir la promotion économique des femmes (FIMF-FNPEF-FNCF) ;

	• La Direction de l'entreprenariat féminin a touché **1200 femmes** dans le cadre du renforcement des capacités techniques des femmes avec un volume de financement de **77 000 000 FCFA.** • Construction et mise en service de 09 CEDAF fonctionnels à Fatick, Sangalkam, Kébemer, Koussanar, Ross Béthio,Nioro,Kolda,Mékhé, Thilogne • En plus, on évoquera l'action de la Direction de la Microfinance qui contribue, indirectement, à l'accès des femmes au crédit par l'offre de financement des Institutions de Micro finance qui a touché **25% des familles sénégalaises** au moyen d'un encours de crédit de **83,36 milliards de FCFA**	- Indisponibilité de terrain devant abriter le CENAF ; - Lenteur dans la finalisation des travaux de construction et d'équipement de certains CEDAF ; - Insuffisance de personnel dans les CEDAF. - Insuffisance des ressources financières pour la formation	économiques.	• Mettre à disposition un site et mobiliser les ressources pour la construction et l'équipement du CENAF ; Doter chaque CEDAF d'un budget de formation de 3 millions.

	orienté majoritairement vers les femmes. • Les ONG qui ont eu à mobiliser près de **153 milliards de FCFA** selon les programmes soumis au ministère ont contribué à la formation **de 4 993 544 femmes** actives dans des activités économiques. ; Ces différentes structures contribuent ainsi à l'autonomisation des femmes par l'offre de financement (crédits variant entre 25 000 FCFA et 50 000 000 CFA), de formation et d'appuis techniques aux activités génératrices de revenus. - Financement de 1295 projets par le FPE pour 4.049.235.373F (pour les femmes) - PRP : Ligne de crédit de 200.000.000F pour env.2400 femmes des régions de Louga, Matam et Saint Louis - Formation en gestion			

	administrative et financière de 1247 femmes bénéficières de ligne de crédit			

Etat d'avancement des autres OMD (4, 5, 6)

OMD	Réalisations du Ministère	Difficultés et Contraintes rencontrées	Perspectives d'ici 2015	Recommandations pour l'accélération de la progression vers l'OMD
OBJECTIF 4 : Réduire la mortalité infantile	Le PAREP a contribué à la construction de **159 cases de santé** ; **17 Postes de santé** et **3 maternités rurales.**			
OBJECTIF 5 Améliorer la santé maternelle	Le PRP a contribué à la réalisation de 04 cases de santé et à la formation de 07 matrones ,05 ASC et 05 comités de santé dans les régions de Saint Louis et Matam. 90 personnes ont été formées pour la gestion des infrastructures dans la zone de concentration Le PLCP a contribué à l'accès aux services sanitaires			

	par la construction de **14 cases de santé.** L'AFDS pour **166 infrastructures de santé** (poste de santé : 14, maternité : 5, case de santé : 147			
OBJECTIF 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies	Un financement de **37 285 710 FCFA** a été mobilisé pour contribuer à la lutte contre le VIH/Sida. Au total les activités de sensibilisation ont **touché 1400 leaders** et favoriser, à travers la mobilisation sociale, le **dépistage de 987** personnes. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de lutte préventive contre le VIH/SIDA,le paludisme etc. : **2767** femmes ont été touchées et sensibilisées et **570** personnes dépistées sur le VIH/SIDA au niveau des Cedaf	- Retard dans le démarrage des activités annuelles (juin 2007) - Absence de ligne budgétaire destine à soutenir les actions de lute contre le VIH/Sida - Faible implication du secteur dans la mise en œuvre de la PTME, la prise en charge des personnes infectées affectées et des OEV - Faiblesse dans le renforcement de	- Intégration du secteur de la famille dans les instances de décision du Conseil National pour l'atteinte des missions dévolues - Meilleure coordination et capitalisation des activités de lutte contre le sida des femmes - Meilleure prise en compte du genre dans les activités de lutte contre le VIH du secteur	

	Pour le soutien des personnes vivant avec le VIH/Sida, **32 000 000 FCFA** ont été alloué à des familles	capacités des acteurs (niveau national et décentralisé) - Instabilité institutionnelle (services techniques réaffectés) - Lenteurs dans la collecte et la remontée des données - Faiblesse dans la recherche documentaire (études, enquêtes, analyses…) - Faiblesse de la prise en compte du genre dans les activités de lutte contre le VIH	- Renforcement de capacité des acteurs (agents ministère, partenaires stratégiques) sur le VIH/Sida et les questions émergentes liées	

Etat d'avancement des autres OMD (2, 7,8)

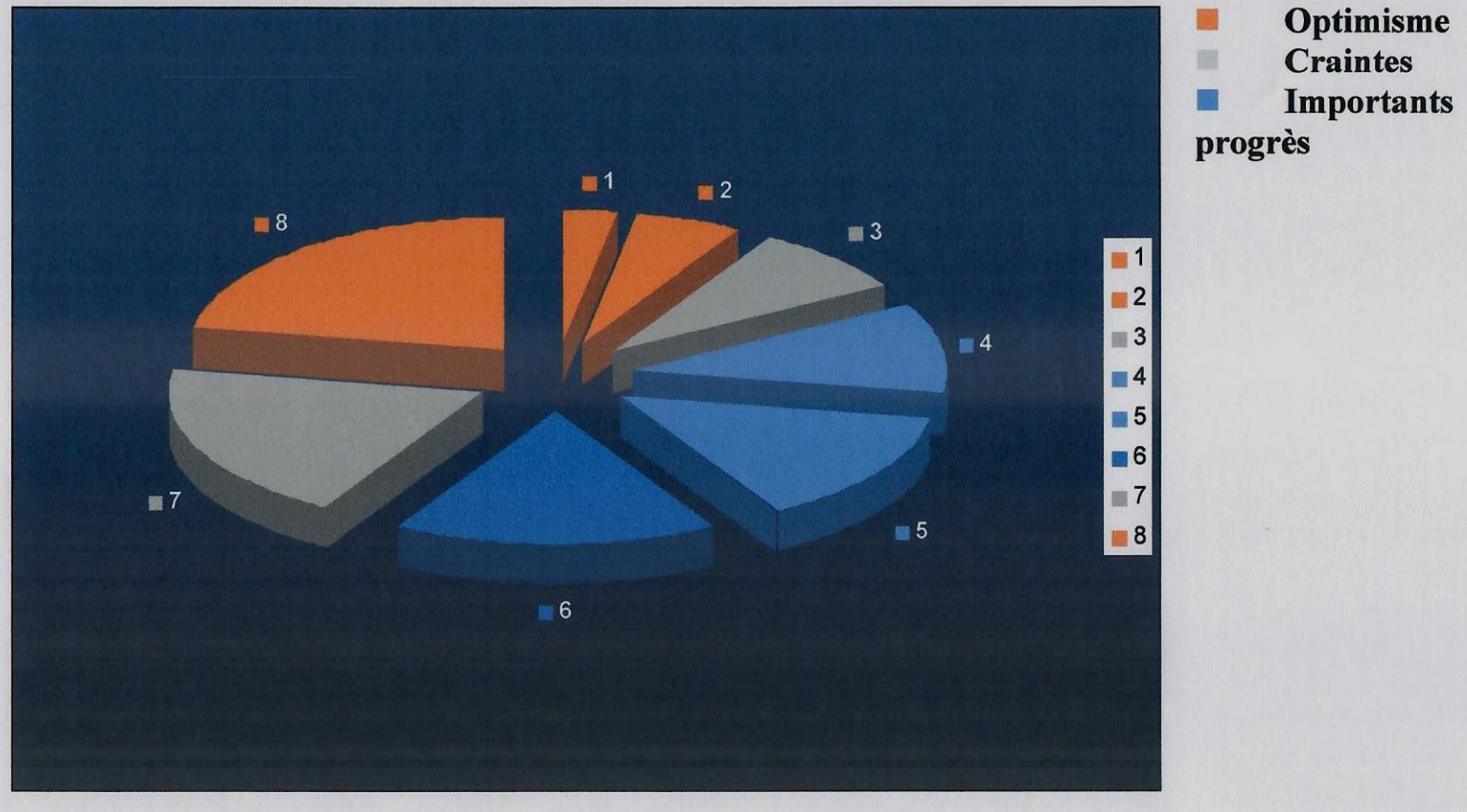
OMD	Niveau d'atteinte	Problèmes Notés	Recommandations ou Mesu Correctives
OBJECTIF 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous	Bonne progression quant à l'atteinte de l'objectif d'assurer l'éducation primaire pour tous - 02 écoles primaires ont été réalisées par le PRP	• Insuffisance des filets de protection sociale • Insuffisance du personnel enseignant • Tendances des parents à utiliser les enfants comme main d'œuvre agricole dans les zones rurales • Mariages et grossesses précoces • Inexistence dans certaines localités d'école à cycle complet	• Mise en place de mécanisme cash transfert • Renforcement des mécanis d'éducation non formelle • Renforcer les actions sensibilisation pour l'enregistrement enfants à la naissance, l'inscription enfants à l'école (et surtout des filles) • Mener des actions en faveur maintient des inscrits à l'école et cont déperdition scolaire • Tendre vers l'inscription obliga des enfants à l'école • Etendre la couverture du projet I Daaras à l'ensemble du terri nationale et renforcer les initiative faveur des programmes d'apprentissa

OMD	Niveau d'atteinte	Problèmes Notés	Recommandations ou Mesu Correctives
OBJECTIF 7 : Préserver l'environnement	Même si des efforts réels sont faits, des craintes persistent du fait de la non connaissance par les populations des risques environnementaux que comportent leurs modes de vie et leurs relations avec leur milieu naturel	• Conflits récurrents entre préservation de l'environnement et questions de survie (en apparence) • Extraction sauvage de certaines ressources naturelles en totale ignorance des règles de protection de l'environnement ;	• Renforcer l'économie familial domestique • Taxe de pollution industrielle faveur du développement sociale • Renforcer les programmes gestion des ressources naturelles (G avec des approches communautaires • Mener des actions de sensibilisa sur la gestion et le traitement des déc domestiques • Appuyer la grande **muraille ver**

OMD	Niveau d'atteinte	Problèmes Notés	Recommandations ou Mesu Correctives
OBJECTIF 8 : Mettre en place un partenariat pour le développement	Des progrès notoires sont enregistrés pour la réalisation de cet objectif. Les ONG et les organisations de la société civile sont conscientes que leurs actions sont un complément à celles des autres acteurs, d'où l'intérêt et la nécessité d'une coopération et d'un partenariat	Problèmes liés à la réglementation des ONG Insuffisance dans le contrôle des activités des ONG (transparence, …)	• **Renforcement des capacités organisations de Base et la société c** pour qu'elles soient en mesure de j pleinement leurs rôles dans la mise œuvre des OMD et entreprendre différentes actions identifiées. A niveau appuyer la DDC. • **Renforcement du partena** entre tous les acteurs concernés a bien au niveau national que sous régic Création de cadres de partenaria d'espaces de travail et d'échange. • Renforcement des cadres concertation nationaux et sous régio communs • **Renforcement de la stratégie Développement communautaire** pa sensibilisation des citoyens sur la na et les implications des politiques contribuer à réhabiliter leur rôle dan choix opérés. **Mettre en place un organe intersecte de développement social**

Annexes

Diagramme de synthèse sur l'état d'avancement des OMD



Légende
Optimisme
Craintes
Importants progrès

Tableau synthétique de l'état d'avancement des OMD

Objectifs	Les objectifs du Millénaire pour le développement seront-ils atteints?	Etat de l'environnement
Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Probablement **Potentiellement** Invraisemblablement Pas de donnée	Fort **Moyen** Faible Très faible
Assurer l'éducation primaire pour tous	**Probablement** Potentiellement Invraisemblablement Pas de donnée	**Fort** Moyen Faible Très faible
Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Probablement **Potentiellement** Invraisemblablement Pas de donnée	Fort **Moyen** Faible Très faible
Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans	Probablement **Potentiellement** Invraisemblablement Pas de donnée	Fort **Moyen** Faible Très faible
Améliorer la santé maternelle	Probablement **Potentiellement** Invraisemblablement Pas de donnée	Fort **Moyen** Faible Très faible
Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies	**Probablement** Potentiellement Invraisemblablement Pas de donnée	**Fort** Moyen Faible Très faible
Assurer un environnement durable	Probablement **Potentiellement** Invraisemblablement Pas de donnée	Fort **Moyen** Faible Très faible
Améliorer l'accès à l'eau potable	**Probablement** Potentiellement Invraisemblablement Pas de donnée	Fort **Moyen** Faible Très faible
Assurer la sécurité alimentaire	**Probablement** Potentiellement Invraisemblablement Pas de donnée	Fort **Moyen** Faible Très faible
Mettre en place un partenariat pour le développement	**Probablement** Potentiellement Invraisemblablement Pas de donnée	**Fort** Moyen Faible Très faible